



FLASH INFO

SPÉCIAL PAUVRETÉ

Devant l'explosion de la pauvreté en France qui n'épargne pas notre secteur du Bas-Bugey, le syndicat des retraité·es CGT de Belley a pris l'initiative d'une rencontre-débat sur ce thème.

De quoi parle t'on quand on parle de pauvreté ?

Pour nous, il s'agit de :

- ◆ **Ne pas pouvoir se loger dignement,**
- ◆ **Ne pas pouvoir se nourrir sainement,**
- ◆ **Ne pas pouvoir se chauffer, se soigner,**
- ◆ **Ne pas pouvoir éduquer ses enfants,**
- ◆ **Ne pas pouvoir se déplacer, se cultiver...**
- ◆ **Ne pas pouvoir faire tout ce qui rend une vie digne d'être vécue**

Il y a actuellement, selon les dernières statistiques INSEE de 2022, 9,1 millions de personnes pauvres en France (en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu médian¹) soit 14,4 % de la population.

- ◆ Plus de la moitié de ces pauvres sont des femmes.
- ◆ Le taux de pauvreté des retraité·es est, quant à lui, d'environ 11 %.
- ◆ La précarité touche environ 25 % des étudiant·es.

Le seuil de pauvreté (après impôts et prestations sociales) s'apprécie aussi au niveau du ménage : de 1216 € pour une personne seule, jusqu'à 3040 € pour un couple avec 2 enfants de plus de 14 ans.

Comment en est-on arrivé là ?

La responsabilité des politiques publiques est immense. La politique de l'offre et du ruissellement chère à Macron a aggravé cette situation.

Ouvrons le débat !

**Rencontre-débat sur la pauvreté en Bas-Bugey
mardi 26 novembre 2024 à 18h00
Maison des Sociétés de Belley - Salle N°1**

¹ Une moitié de la population a un revenu inférieur au revenu médian, l'autre moitié a un revenu supérieur

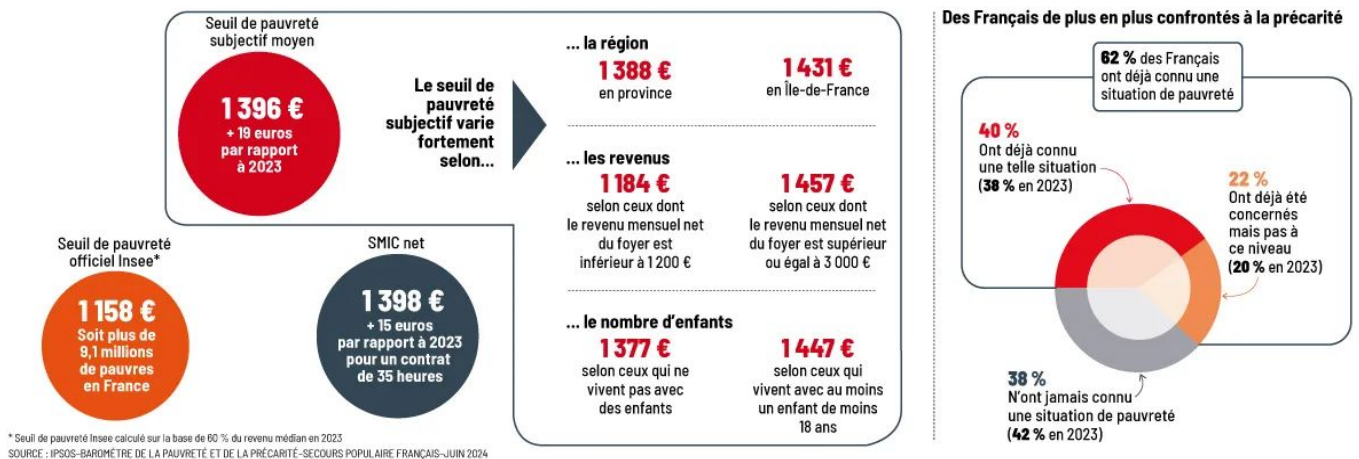
Derrière les chiffres bruts, il y a le ressenti des personnes.

Selon le dernier **baromètre de la pauvreté du Secours Populaire Français de 2024**, la pauvreté est en hausse de 4 % sur un an.

Signe de cette dégradation, 62 % des quelque 1 000 personnes interrogées mi-mai pour ce sondage affirment avoir connu, ou avoir été sur le point de connaître, une situation de pauvreté, soit 4 % de plus qu'en 2023. Ils sont aussi toujours 16 % à vivre à découvert.

Il concerne surtout les catégories populaires : 44 % de ménages vivent avec moins de 1 200 euros par mois et 31 % des ouvriers sont dans ce cas. Autre indicateur de la prééminence de la sensation de perte de niveau de vie, le revenu subjectif au-dessous duquel les Français jugent être pauvres est désormais équivalant au Smic, aux alentours de 1 396 euros, soit 200 euros de plus que le seuil de pauvreté fixé par l'Insee.

LE SEUIL DE PAUVRETÉ SUBJECTIF MOYEN EST DÉSORMAIS QUASIMENT AU MÊME NIVEAU QUE LE SMIC



Ainsi les chiffres seuls ne disent rien des souffrances ni du vécu des personnes concernées. Écoutons-les :

« la pauvreté, c'est pas seulement dans le porte-monnaie, c'est dans la tête. »

« la pauvreté, c'est être traité comme rien, comme moins que rien, et l'accepter. »

« la pauvreté, c'est avoir besoin d'aide, mais avoir trop peur d'être jugée comme une mère incapable, pour la demander cette aide. »

« la pauvreté, c'est raconter toute ma vie, encore et encore, simplement pour obtenir ce à quoi j'ai droit. »

« la pauvreté, c'est que chacun pense avoir le droit de dire son opinion à mon sujet, simplement parce que je demande un peu d'aide. »

« la pauvreté, c'est ne pas avoir une seule personne à qui parler qui ne soit payée pour m'écouter. »

« le pire, c'est de regarder la vie passer et de ne jamais être dedans. Même si on fait des efforts pour être dedans, on n'y arrive pas. On ne veut pas de nous ! »

« la pauvreté, c'est devoir mieux me comporter avec mes gosses que n'importe qui, parce qu'on m'observe. »

« la pauvreté, c'est avoir des rêves, comme tout le monde, et aucun moyen pour les réaliser... »

Source: Antoine Sondag (cairn.info)

La pauvreté et la grande pauvreté ne doivent rien à la fatalité !

Qui ose croire qu'on peut laisser de côté plus de 9 millions de personnes ?

Jusqu'à quand va-t-on encore distribuer des millions de repas par jour aux étudiant·es, aux adultes, aux retraité·es ?

Jusqu'à quand va-t-on tolérer que des milliers d'enfants dorment dans la rue ?

Il y a des solutions.

La CGT a publié un [plan pauvreté](#) ayant pour objectif de favoriser l'accès aux droits fondamentaux inscrits dans la constitution pour toute la population :

1. droit à un salaire décent, car un tiers de la population pauvre est salariée
2. droit à un travail décent digne et reconnu :
 - un nouveau statut du travail
 - une sécurité sociale professionnelle
 - l'insertion comme thème de négociation collective
 - les situations particulières (handicap, sans papiers, migrants)
3. droit à l'accompagnement
4. droit à un revenu de remplacement décent pour toutes et tous
 - privés d'emploi
 - jeunesse
5. droit à une éducation et une formation permanente émancipatrices
6. droit à une protection sociale garantie par la sécurité sociale
 - droit à la retraite à 60 ans à taux plein
 - droit à une sécurité sociale à 100 %
7. droit au logement pour toutes et tous
8. droit à l'énergie
9. droit à la culture et au sport
10. droit aux transports
11. inclusion bancaire et lutte contre le surendettement.

Sur le plan politique, à l'opposé de la politique de l'offre et du « *ruissellement* » de Macron qui a conduit à plus de riches et en « *même temps* » à plus de pauvres, et de la cure d'austérité prônée par le nouveau gouvernement BaRNier, le **Nouveau Front Populaire** proposait des mesures à même de s'attaquer directement à la pauvreté :

- Bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie...
- Abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme des retraites (64 ans) ainsi que les réformes de l'assurance-chômage
- Augmenter le minimum contributif (pension de retraite pour une carrière complète) au niveau du SMIC et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté
- Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600€ net

Il faut à ce niveau dénoncer l'imposture sociale du **Rassemblement raciste et xénophobe** dont les propositions, en refusant l'augmentation des salaires, en fustigeant les « assistés », en triant les pauvres et en réduisant les dépenses publiques, ne feront qu'aggraver la pauvreté.

Pour aller plus loin :

- Vie Nouvelle N° 239 janvier-février 2024
- [Baromètre de la pauvreté SPF](#), [Dossier pauvreté OXFAM](#), [Observatoire des inégalités](#)